

Paris, le 4 octobre 2019

A l'attention de la Commission de Régulation de l'Energie

Consultation Publique N° 2019-013 du 23 juillet, relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Terega

Préambule

L'industrie papetière française est fortement dépendante du gaz naturel, comme en atteste la consommation annuelle, qui est de l'ordre de 10 TWh. Par ailleurs, pour de nombreux sites, le coût du gaz naturel représente un poids important dans le coût de revient des papiers et cartons. Toute évolution réglementaire touchant le coût du gaz naturel a donc de forts impacts sur la compétitivité des usines du secteur papetier, alors que ce secteur est soumis à une concurrence internationale importante (près de 60 % de la consommation française de papiers et cartons est importée).

La CRE a ouvert une consultation relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz (ATRT7). Cette consultation, qui se clôt le 4 octobre au soir, porte sur de nombreux aspects de la tarification.

Synthèse

En substance, COPACEL constate une forte inflation du niveau des charges à couvrir demandé par l'ensemble des opérateurs par rapport à la précédente période.

COPACEL est favorable à l'ensemble des propositions formulées par la CRE qui permettent de contenir le niveau des charges à couvrir par le tarif ATRT7 avec en particulier la proposition d'introduire une différenciation de la rémunération entre les actifs historiques et celle des nouveaux actifs.

COPACEL rappelle qu'elle considère que le besoin de stockage de gaz naturel est avant tout justifié par la sécurité d'approvisionnement des consommateurs « protégés » ayant un profil de consommation thermosensible.

Au regard de l'enquête actuellement menée par la Commission européenne sur le dispositif d'interruptibilité électrique, COPACEL considère que le mécanisme d'interruptibilité sur le gaz naturel ne peut être mis en place qu'après la validation formelle de ce dispositif par la DG COMP. Néanmoins, dans l'éventualité où l'élargissement de l'assiette pour la compensation stockage était maintenue, COPACEL accueille favorablement la nouvelle formule de la CRE pour le calcul de la modulation hivernale, sous réserve de certains aménagements, qui permet de rétablir une juste contribution des sites industriels non thermosensibles à la compensation stockage.

COPACEL demande au régulateur de maintenir le dispositif permettant d'exonérer du terme de stockage tous les sites industriels qui sont identifiés comme contre-modulés (profil P013 ou P014) ou délestables, tant que le nouvel arrêté sur l'interruptibilité gaz n'est pas adopté.

COPACEL demande au régulateur de s'assurer que les plans d'investissement, en particulier ceux destinés au développement de la filière biométhane, soient correctement dimensionnés en cohérence avec les objectifs définis dans la Programmation Pluriannuelle de l'Energie, dans un contexte de baisse des consommations de gaz.

1/ Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des niveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

Le revenu autorisé prévisionnel de chaque opérateur de réseau doit couvrir ses coûts de fonctionnement. Ce coût intègre un taux de rémunération des actifs fondé sur une évaluation du coût moyen pondéré du capital (CMPC). Compte tenu du contexte actuel de baisse des taux d'intérêt, il est nécessaire de pouvoir réajuster ce taux de rémunération. **COPACEL est favorable à la proposition d'introduire une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et celle des nouveaux actifs**, car cette disposition permet de rémunérer les opérateurs de réseaux selon leurs coûts de fonctionnement, tout en répercutant la baisse des taux d'intérêts dans les tarifs de transport de gaz.

2/ Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Les actifs qui ont été intégrés dans la base d'actifs régulés ont été financés par les consommateurs de gaz. Prendre en compte les produits de cession de ces actifs, via le compte de régularisation des charges et des produits (CRCP), permet de faire bénéficier les consommateurs des gains tirés de la vente de ces actifs. **COPACEL est donc favorable aux remarques du régulateur concernant le traitement des actifs cédés**. La CRE devra également être attentive au prix de cession de ces actifs.

3/ Etes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

COPACEL est favorable au maintien des grands principes tarifaires qu'envisage la CRE pour le tarif ATRT7, principes similaires à ceux déjà en place pour le tarif ATRT6.

4/ Etes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

COPACEL est favorable au calendrier proposé mais ne souhaite pas une évolution annuelle automatique des termes tarifaires de chaque opérateur de transport. En effet, pour les consommateurs de gaz, cette proposition réduit leur visibilité sur l'évolution des coûts de transport de gaz. Cette évolution est d'autant moins justifiée, dans le contexte actuel, que le taux d'inflation reste faible.

5/ Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

COPACEL est favorable à la définition du nouveau périmètre du CRCP proposé par la CRE. Un périmètre du CRCP défini au plus juste permet d'inciter les opérateurs de transport à maîtriser leurs charges d'exploitation sur les postes de charges considérés comme raisonnablement prévisibles.

6/ Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

COPACEL est favorable à la proposition de la CRE de reconduire les grands principes de ce mécanisme, à savoir une incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements de réseaux d'un budget supérieur à 20 M€.

7/ Etes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative à la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

COPACEL est favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative à la qualité de service.

COPACEL souhaiterait que la CRE introduise un nouvel indicateur qui inciterait les GRT à réduire le coût de l'équilibrage du réseau, en particulier sur les coûts induits par le mécanisme de spreads localisés.

8/ Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

COPACEL ne peut se prononcer ni sur les mécanismes de régulation, ni sur la trajectoire des charges de R&D, en raison d'un manque d'informations sur ces programmes.

9/ Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau de charges à couvrir pour la période ATRT pour GRTgaz et Terega ?

COPACEL considère que l'évolution de certaines dépenses, proposées par GRTgaz, ne sont pas justifiées, en particulier celles relatives au développement de la filière biométhane. Les projections proposées par GRTgaz sur le développement de la filière biométhane ne sont pas cohérentes avec les objectifs définis dans la loi énergie climat. Par ailleurs, COPACEL considère que le développement de projets de biogaz ou de biométhane plus ciblés, à proximité ou en synergie avec des installations industrielles consommatrices de gaz, permettrait d'optimiser les coûts de raccordements. **COPACEL est néanmoins favorable aux autres ajustements de la CRE qui permettent de contenir le niveau de charges** à couvrir sur la nouvelle période.

10/ Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRTgaz et Terega pour la période 2020-2023 ?

COPACEL ne se prononce pas sur les évolutions des souscriptions prévisionnelles de GRTgaz et Téréga.

11/ Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?

COPACEL est favorable aux grands principes tarifaires proposés par la CRE pour le tarif ATRT7. COPACEL est également favorable aux nouvelles règles sur les pénalités de dépassement. Néanmoins, **COPACEL souhaiterait que les opérateurs de réseaux assouplissent les règles de souscriptions, avec la possibilité de souscrire des capacités journalières ou mensuelles a posteriori.** Cet aménagement permettrait de limiter le coût des pénalités de dépassement, en cas d'incidents opérationnels. Par ailleurs, cette évolution serait perçue comme un signal positif pour le développement d'unités industrielles fonctionnant avec des énergies alternatives (biomasse, déchets, ou autres...) et utilisant le gaz comme secours. En effet, en cas d'incident d'exploitation, ces installations sont particulièrement exposées à des pénalités de dépassement élevées.

12/ Etes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles au PITS ?

COPACEL ne se prononce pas sur les propositions de rabais pour les capacités interruptibles au Points Interface Transport Stockage (PITS) de GRTgaz et Téréga.

13/ Etes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

L'IAPC est une offre d'acheminement interruptible, à préavis court, qui bénéficie actuellement à certaines centrales à cycle combiné gaz. COPACEL considère que ce dispositif ne peut pas coexister avec le nouveau dispositif réglementaire d'interruptibilité. En effet, son maintien induirait une différence de traitement entre d'une part les centrales à cycle combiné gaz et, d'autre part, les autres installations consommatrices de gaz qui se déclareraient interruptibles.

COPACEL est donc favorable à la suppression de l'IAPC, dès que le nouveau dispositif d'interruptibilité sera mis en place. COPACEL considère que les installations industrielles présentant un profil de consommation stable et non thermosensible apportent tout autant de visibilité aux opérateurs de réseau que les centrales à cycle combiné gaz. Aussi, la possibilité d'introduire **un abattement tarifaire sur le terme de livraison par le régulateur devrait pouvoir également bénéficier aux sites industriels ayant la capacité de moduler leur consommation.**

14/ Etes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1^{er} avril 2020 ?

COPACEL souhaite rappeler que les sites raccordés au réseau de transport ainsi que les sites raccordés au réseau de distribution ayant un profil contre-modulé (c'est-à-dire profil P013 ou P014) ont une consommation de gaz stable peu thermosensible qui ne nécessite pas de stocker le gaz naturel. Les pointes de consommation de gaz de ces sites industriels sont rarement dues à des phénomènes climatiques mais surviennent lors d'aléas industriels (arrêt d'une chaudière biomasse ou redémarrage d'unités industrielles...).

COPACEL est donc favorable à la proposition de la CRE de faire évoluer la formule de calcul de la modulation hivernale pour évaluer la contribution de ces sites industriels au besoin de stockage. Cette nouvelle formule de modulation **doit bénéficier non seulement à l'ensemble des sites raccordés au transport mais également aux sites raccordés au réseau de distribution déclarés délestables ou contre-modulés.**

COPACEL demande au régulateur de **maintenir ce dispositif permettant d'identifier ces sites industriels contre-modulés ou délestables, tant que le nouvel arrêté sur l'interruptibilité gaz n'est pas adopté.**

Par ailleurs, **COPACEL demande au régulateur de proposer certaines modalités permettant de neutraliser l'impact des aléas industriels dans le calcul des consommations moyennes hivernale et annuelles.** Ces dispositions doivent permettre que cette modulation hivernale soit bien représentative de la variation climatique de la consommation de gaz (par exemple en calculant le terme de modulation sur les 3 dernières années gazières et en ne retenant que la valeur de la modulation la plus faible dans le calcul de la modulation pour le terme de stockage).

Les opérations de stockage de gaz naturel sont destinées avant tout à assurer la sécurité d'approvisionnement des sites consommateurs « protégés ». En revanche, les sites industriels raccordés au réseau de transport ne sont pas « protégés » et peuvent être délestés en premier, en cas de crise d'approvisionnement de gaz.

COPACEL demande au régulateur de prendre en compte cette différence de traitement en introduisant des modalités spécifiques pour les sites « délestables » par rapport aux sites « protégés » :

- en permettant un accès privilégié à des capacités de stockage lors des enchères pour les sites « gazo-intensifs » (ce qui les exonérerait d'une contribution à la compensation de stockage)
- en appliquant un abattement sur le terme de tarif de stockage.

COPACEL (Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Celluloses) est un syndicat professionnel qui représente les entreprises françaises productrices de pâtes, papiers et cartons. COPACEL rassemble 75 entreprises, employant plus de 14 000 personnes, et totalisant un chiffre d'affaires de près de 6,5 milliards d'euros.

Contact : Olivier Riu, olivier.riu@copacel.fr, 01 53 89 24 53
